



Note thématique sur le financement climatique: le financement de l'atténuation

Fondamentaux du financement climatique **4**

DÉCEMBRE 2014

Sam Barnard, Alice Caravani, Smita Nakhoda, ODI et Liane Schalatek, HBF

La nécessité d'atténuer les effets des changements climatiques devient de plus en plus urgente, du fait des efforts trop insuffisants pour réduire drastiquement les émissions de Gaz à Effet de Serre (GES). Le financement climat peut jouer un rôle crucial en soutenant les efforts des pays en développement pour assurer la transition vers des systèmes de production et de consommation énergétiques écologiquement viables. Il peut également contribuer à lutter contre la pauvreté énergétique et renforcer la sécurité énergétique, deux priorités pour le développement des pays. Les données de CFU d'octobre 2014 révèlent que, dans les pays en développement, les principales sources du financement public destiné à l'atténuation sont le Fonds pour les technologies propres (FTP), administré par la Banque mondiale, et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Pour leur part, le Fonds mondial pour la promotion de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables (GEEREF), créé par l'UE, et le Programme de développement accéléré des énergies renouvelables (SREP), administré par la Banque mondiale, fournissent des financements à plus petite échelle en matière d'atténuation. Depuis 2008, 53% des financements climatiques ont été alloués à activités d'atténuation dans les pays qui connaissent une croissance économique rapide, et principalement pour le développement des technologies liées aux énergies renouvelables. Le montant des financements approuvés pour l'atténuation des émissions mondiales a augmenté de 5,72 milliards \$ en 2013 à 6,63 milliards \$ au 1er octobre 2014.

Les enjeux

Il y a un consensus - confirmé par le 5^{ème} rapport du groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC 2014) - sur l'impératif de maîtriser le réchauffement climatique en-deçà de 2° C, si l'on veut éviter ses effets les plus dangereux. Mais la fenêtre d'opportunité pour y arriver pourrait se fermer très vite. Le rapport prédit que les émissions de Gaz à Effet de Serre doivent baisser de 40 à 70% d'ici 2050 par rapport à leur niveau en 2010 pour ne pas dépasser le seuil de 2°C. Cet effort de réduction incombe principalement aux pays développés même s'il est essentiel que les pays en développement intègrent l'atténuation climatique dans leurs plans de développement et appliquent des stratégies de développement bas-carbone. Le financement climatique international aide les pays en développement à mettre en œuvre des actions d'atténuation prioritaires, y compris des programmes sur les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et le transport durable.

Principaux fonds climat spécialisés dans le financement de l'atténuation

Graphique 1 : Fonds principalement dédiés à l'atténuation (2003-2014)¹

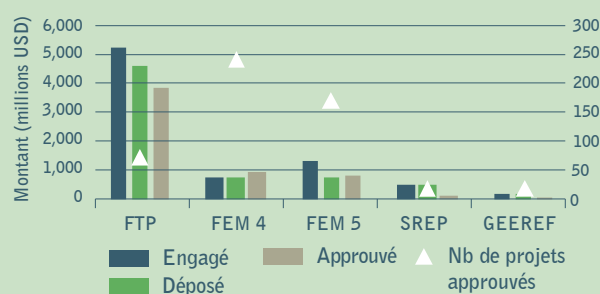
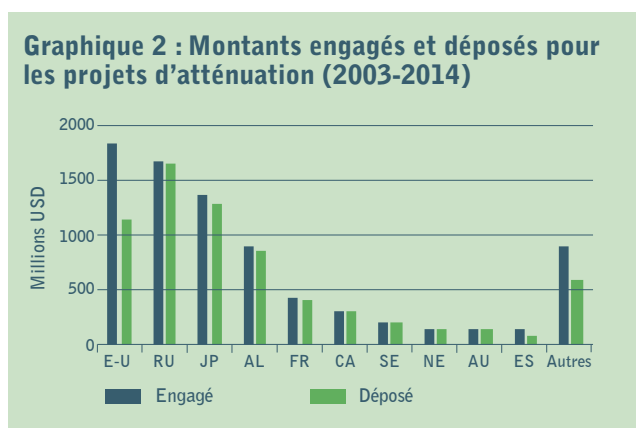


Tableau 1: Les fonds qui financent principalement l'atténuation - M USD (2003-2013)

Fonds	Engagé	Déposé	Approuvé	Nb de projets approuvés
Fonds pour les technologies propres (FTP)	5,242	4,599	3,840	69
Fonds spécial du Fonds pour l'environnement mondial (FEM 4)	754	754	956	240
Fonds spécial du Fonds pour l'environnement mondial (FEM 5)	1,350	777	799	232
Fonds mondial pour la promotion de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables (GEEREF)	170	164	89.07	11
Programme de développement accéléré des énergies renouvelables (SREP) pour les pays à faible revenu	521	506	135.99	14

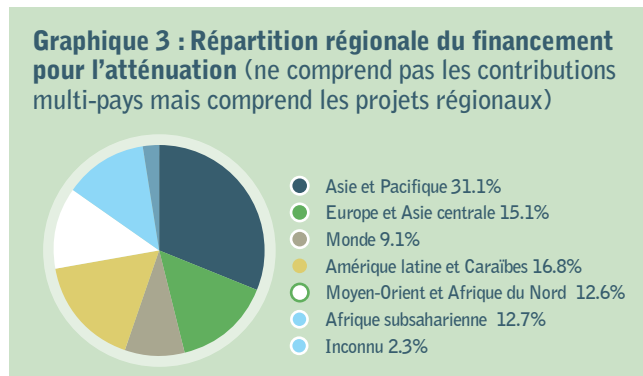
Le tableau 1 présente les fonds climat spécialisés dans les actions d'atténuation dans les pays en développement. Les fonds ont des capacités différentes – que ce soit par la taille des projets qu'ils approuvent ou le nombre de pays en développement auxquels ils fournissent un appui. Par exemple, les 69 projets approuvés par le Fonds pour les technologies propres (FTP) au bénéfice de quelques marchés émergents incluent principalement 3,8 milliards \$ de prêts programmatiques. En revanche, le FEM 4 et 5 financent plus de 400 projets dans la plupart des pays en développement avec la moitié du montant dépensé par le FTP. Le Système transparent d'allocation des ressources (STAR) du FEM 5 triple le nombre des pays éligibles, qui passe de 50 à 144, et permet aux pays en développement dont le revenu par habitant est faible d'avoir accès à de petits financements du FEM sous forme de don pour l'atténuation (FEM, 2011). De son côté, le FTP dispose de plus de financements (sous forme de prêts) pour renforcer l'action dans un nombre restreint de pays-pilote. Le Programme de développement accéléré des énergies renouvelables (SREP), qui fait partie des Fonds d'Investissement Climat (FIC), cible le développement des énergies renouvelables et l'accès à l'énergie dans les pays en développement les plus pauvres. Au 1er septembre 2014, il a approuvé 14 projets mais n'a toutefois pas commencé à verser les fonds accordés.

Origine des fonds engagés et déposés dans les Fonds pour l'atténuation



À ce jour, les engagements des États-Unis, du Japon, du Royaume-Uni, de l'Allemagne et de la France en faveur des fonds cités au tableau 1 représentent 77% du total des fonds annoncés (9 milliards \$). Sur le total des montants promis par ces pays, environ 5,3 milliards \$ seulement ont déjà été versés à ces fonds. La somme de 5,8 milliards \$ (soit 86% du montant versé par l'ensemble des donateurs) a été approuvée.

Destinataires et types de projets financés en vue de l'atténuation



Les financements pour l'atténuation ont été distribués plutôt équitablement entre les différentes régions du monde en développement (voir le graphique 3). La répartition entre pays, en revanche, est bien moins équilibrée puisque vingt pays seulement ont reçu 88 % du total de ces financements. Les principaux bénéficiaires des financements (approuvés) pour l'atténuation ont été les pays en plein essor économique affichant des besoins et un potentiel importants en matière d'atténuation – le Maroc (615.51 millions \$), l'Inde (592.08 millions \$), le Mexique (570.98 millions \$), l'Afrique du Sud (485.81 millions \$) et l'Indonésie (382.86 million \$). Il existe parfois une tension entre l'opportunité de soutenir des initiatives d'atténuation des GES à grande échelle dans un nombre restreint de pays, et celle d'investir dans des solutions à petite échelle dans l'ensemble des pays en développement. Un grand nombre de projets financés par le FEM et le SREP ont cherché à renforcer l'accès à l'énergie pour les pauvres en soutenant l'électrification rurale à base d'énergies renouvelables.

La majorité des projets d'atténuation financés favorisent les initiatives liées aux énergies renouvelables ou l'efficacité énergétique, étant entendu que plus de 40 % des émissions de GES proviennent de la production et de la consommation d'énergie. Le Maroc et l'Inde, par exemple, ont vu leurs projets 2014 approuvés à hauteur de 400 millions \$ pour renforcer le développement du solaire thermique à concentration. Par ailleurs, les financements de l'atténuation s'orientent de plus en plus vers les solutions de transport sobres en carbone, notamment pour les infrastructures de transport urbain.

Références

FIC (2009) : Les critères d'investissement du Fonds pour les Technologies Propres applicables aux opérations du secteur public

FEM (2011) : Système transparent d'allocation des ressources (STAR) FAQ. GEF Policy Paper

GIEC (2014). Changement climatique 2014: rapport de synthèse.

Climate Funds Update. www.climatefundsupdate.org (données consultées en novembre 2014)

Notes

1. L'initiative bilatérale japonaise (Financements à mise en œuvre rapide) est exclue car ses financements climatiques ne sont comparables à aucune autre contribution bilatérale présentée ici. Pour une analyse détaillée de cette initiative et des principales contributions climatiques, voir : <http://www.climatefundsupdate.org/global-trends/fast-start-finance>
2. Récemment, lors de la 6ème reconstitution du FEM (2014-2018), le 1,26 milliards \$ ont été engagés pour la programmation climatique

Les Notes Fondamentales du financement climatique s'inspirent des données de Climate Funds Update et sont disponibles en anglais, en espagnol et en français sur www.climatefundsupdate.org